

Les avatars populistes

Alexandre Dorna

DANS **HUMANISME 2014/4 N° 305**, PAGES 55 À 62

ÉDITIONS **GRAND ORIENT DE FRANCE**

ISSN 0018-7364

DOI 10.3917/huma.305.0055

Date de mise en ligne : 01/02/2021

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-humanisme-2014-4-page-55?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Grand Orient de France.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

LES AVATARS POPULISTES

Alexandre DORNA*

Le populisme ressemble à un caméléon polymorphe. Il est partout au point d'être devenu une sorte d'insulte politique employée par les uns et les autres... dans la plus grande insouciance. Or ses manifestations dans l'histoire des XIX^e et XX^e siècles dans des formes différentes montrent une grande et notoire banalité. D'où la difficulté de le saisir idéologiquement sans hésitation. Force est donc de remonter à ses sources culturelles et au caractère naturel des sociétés d'origine pour se faire une idée plus claire de sa portée et de ses limites.

Soutenir que le populisme est un mouvement de colère qui s'empare d'un peuple face à une élite oligarchique dans un moment donné de crise, ne suffit guère pour le définir, la question est plus complexe. C'est ce que l'ouvrage de C. Colliot-Thélène souligne, montrant la tension qui traverse l'histoire de la démocratie, entre l'émancipation de l'individu et l'appartenance à un corps politique, l'État-nation, et à un régime, la démocratie, car le mot peuple, issu de l'ambiguïté de la démocratie elle-même, doit être dégagé de ses ambivalences. À l'encontre de la « bien-pensance » libéralo-démocratique, ce livre salutaire nous débarrasse de deux définitions classiques de la démocratie : celle qui l'identifie au gouvernement du peuple et celle qui construit le peuple sur une identité stable. Pour l'auteur, ces deux illusions ne possèdent pas le même statut philosophique ni historique. L'intérêt de cette critique est de nous « libérer de l'utopie d'un démos unitaire » (le prolétariat) et de proposer une détermination de la citoyenneté correspondant à la mondialisation, qui a pour effet de multiplier les pouvoirs avec les-

* Professeur de psychologie sociale et politique. Université de Caen. Directeur de la revue les Cahiers de Psychologie politique. <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique>

quels les citoyens entrent en relation et fabriquent du communautarisme ; bref, la démocratie fonde le mythe de l'autogouvernement.

Une première illusion de la démocratie est le pouvoir du peuple de créer le mythe de l'autogouvernement selon lequel le peuple s'émanciperait du règne de l'oppression du pouvoir. Pour l'auteur, cette illusion est bien un mythe qui n'a jamais correspondu à la réalité. Car, loin d'être un régime dans lequel le peuple gouverne en personne, mais à travers des représentants, la démocratie n'est qu'un certain aménagement de l'oligarchie, de la dissymétrie entre gouvernants et gouvernés, qui est le propre de tout pouvoir. La démocratie n'est donc pas un régime qui aurait le don exceptionnel d'échapper au pouvoir et à la domination. La démocratie n'est pas non plus un idéal politique : société transparente à elle-même et vidée de tout rapport de pouvoir, l'expérience concrète de la démocratie, ne confirme pas la définition classique : nous, le peuple, nous ne gouvernons pas, nous consentons à déléguer notre pouvoir. L'auteur écrit : « *C'est une vérité d'évidence, les citoyens ne concourent pas à l'élaboration des lois, par le biais indirect et ordinaire de l'élection de leurs représentants, et pèsent de peu de poids dans la détermination du contenu de ces lois* ». (p. 8)

Derrière ce concept d'autogouvernement, C. Colliot-Thélène critique donc cette illusion qui consiste à croire que la démocratie est un type tout à fait exceptionnel de régime politique, car il serait le seul capable de dissoudre définitivement le pouvoir dans une participation pleine des citoyens aux décisions législatives. Pourtant, la démocratie n'a rien à craindre des pleins pouvoirs du peuple sur lui-même pour le peu d'expérience dont il dispose. Car ce qui nourrit la méfiance envers la politique est l'absence de « cap » fixé par les politiques, et les socialistes en particulier, ces dernières années, qui se sont montrés trop hésitants en marchant à reculons. Enfin, la démocratie représentative est devenue l'usurpation de la souveraineté par l'administration et la gouvernance technocratique discrète au point d'être opaque. Car son personnel est formé dans le culte des résultats statistiques et de la méthode quantitative, la connaissance abstraite et mathématisée de l'économie ayant cessé d'être politique.

Un exemple récent est le prix Nobel d'économie 2014 : c'est l'âme technique de la gouvernance à vocation mondiale. Ainsi, reprendre la question de la défense du peuple en tant que valeur heuristique exige une posture épistémologique différente, afin de donner, recevoir et rendre à César ce qui est à César et à la politique ce qui doit rester politique : la quête de l'harmonie et de la vérité républicaine par délibération. Il faut éviter la politique de la concur-



rence pour la concurrence, et de l'innovation pour plus d'innovation. L'important est d'encadrer et de socialiser le capitalisme et son esprit de compétitivité à outrance, sans détruire la dynamique des enjeux mais en favorisant l'articulation des contraires.

La dynamique populiste et la signification du peuple

Le populisme est la cristallisation de la colère qui se focalise contre les élites gouvernantes et le système politique en place. Or, cela n'est pas encore suffisant pour parachever une formule politique nouvelle capable d'agglomérer la plupart des catégories sociales. C'est pourquoi la cassure du pacte social et politique entre le peuple et ceux qui exercent le pouvoir en son nom se produit en pleine crise et décomposition de la cohésion sociétale. En somme : le populisme comme force politique se manifeste à travers des leaders généralement charismatiques, au moment d'une crise aiguë de représentation et de légitimité, ce qui forge une puissance de transformation.

Les formes politiques que le populisme assume seront marquées par les perturbations économiques de la société, l'innovation technique, aussi bien que les changements des mentalités et des cultures préexistantes. Ainsi, l'individualisme postmoderne porté par les mass-médias joue un rôle important non seulement dans la mise en scène du populisme contemporain, mais également dans les différences avec ses anciennes figures. De sorte que les usages du peuple induiraient l'idée d'une dégradation de la culture politique « légitime » en raison de l'émergence de nouvelles couches sociales ou d'une plus grande présence de l'opinion publique au sein des sociétés démocratiques. Or cela reste une lecture bien trop idéologique, voire infondée. D'autant que, dans le cas du populisme, le type du régime mis en cause importe peu, car la chose qui compte le plus, c'est le sentiment généralisé de blocage persistant au sein de la population concernée et aussi le degré de méfiance à l'égard des gouvernants.

Rappelons que la démocratie n'est pas une politique en soi mais la condition d'une pluralité des politiques possibles. Réponse fort pertinente à ceux qui condamnent l'alternative populiste dans les vieilles démocraties. Une démocratie est en quelque sorte anémique, tant la tentation populiste et la menace conservatrice restent toujours présentes, au cœur d'une tension accrue par les mesures hésitantes des gouvernements et les demandes contradictoires provenant de l'opinion publique. Il se peut ainsi que la démocratie soit

devenue évanescence par l'exclusion implicite du peuple souverain au bénéfice d'une classe politique oligarchique.

Pourtant, la dynamique populiste arrive à questionner la signification moderne de peuple, notion plus proche du mythe que d'une réalité bien délimitée, au point que certains auteurs socialistes le déclarent introuvable. Rappelons avec Max Weber que les cultures politiques anciennes fondaient la naissance du peuple par rapport à l'incarnation des puissances divines. Sans oublier que l'autorité résulterait de la transmission, personnifiée par un homme extraordinaire, des messages divins porteurs des valeurs exprimées en termes de lois. La religion et la politique formeront ainsi un couple uni, voire en fusion, pendant une très longue durée. Car l'alliance entre le pouvoir religieux et le pouvoir politique est une constante historique qui se défait progressivement. Au point que leur séparation provoque le débat philosophique sur le « contrat social » qui apparaît tardivement, au cœur de la modernité, même si certaines esquisses sont plus anciennes. Reprenons la question : qu'est-ce qui rend plausible l'idée de peuple souverain ? Pour mieux comprendre ce fait politique fondateur de la société démocratique moderne, il faut rappeler les cités libres et indépendantes qui, sous la forme de républiques, parallèlement aux monarchies, ont existé tout au long du Moyen Âge et rappeler surtout la dissolution des monarchies de droit divin, dont la Révolution française de 1789 est l'achèvement symbolique. Quant à la souveraineté, qu'elle soit attribuée à un roi, à un despote ou au peuple, elle reste le principe qui unifie chaque société politique tout au long de son histoire. Avant notre époque, seuls les sultans et les rois étaient considérés comme souverains. Et, paradoxalement, même dans certaines républiques, l'idée de souverain reste absente des textes. Car, dans une instance collective (république), la puissance serait partagée entre le peuple et le prince. C'est plus tard, avec l'abdication des princes de droit divin, que la notion de souverain sera accordée au peuple dans une forme plus symbolique que réelle.

La vague populiste de notre temps

Les études et les recherches sur le populisme ne dépassent que rarement l'observation de certains composants les plus visibles. Restent à expliquer les mécanismes de mobilisation des masses et de l'adhésion à la volonté d'un *leader*. Or les analystes politiques, avec une vision convenable et conformiste, se refusent implicitement à considérer qu'une théorie populiste implicite est à la base

de la démocratie ancienne et moderne. Peu de réflexions dépassent ainsi les clichés de la pensée libérale ou social-démocrate sur le pouvoir.

Rares sont ceux qui saisissent dans le populisme ses traits fondateurs et encore moins la demande d'innovation qui, comme des vagues récurrentes, érode les remparts de cités devenues oligarchiques.

À y réfléchir, ces cycles de contestation populiste sont des secousses qui se reproduisent à intervalles de plus en plus courts dans le monde entier sous l'onde de choc de la globalisation économique et culturelle. C'est un bien étrange tâtonnement des expériences politiques en quête d'une alternative aux forces qui dominent le monde au nom des principes dévoyés du projet de la modernité.

L'Europe d'aujourd'hui n'est guère épargnée, et même peut-on dire que la présence du populisme est si frappante que le phénomène est devenu un composant presque normal du paysage politique. Le cas italien n'étonne plus personne. L'expérience tronquée du populisme de Haider (Autriche) reste un référent solide. De même que la montée électorale populiste dans presque tous les pays européens se consolide, leur discours n'étant plus jugé inadmissible par les opinions publiques. De plus, à l'évidence, nous sommes au milieu d'un cycle de renouveau populiste très loin d'être un simple épiphénomène, mais bien une des formes durables de la démocratie politique actuelle. Le nombre de partis et de personnages populistes qui occupent des places importantes ne cesse d'augmenter. Rappelons également la relève réussie de certaines figures historiques. C'est le cas du FN en France qui a réalisé l'intronisation de Marine Le Pen.

Alors comment ne pas penser à l'hypothèse que le populisme actuel ne serait que le sommet visible d'un phénomène politique en pleine transfiguration ? Certes, presque toujours insaisissable, mais qui se profile dans l'avenir des régimes politiques contemporains soumis tous aux effets pervers de la mondialisation.

Le XXI^e siècle sera-t-il la période historique de la maturation et de la métamorphose du populisme ? La question ne semble plus se limiter à une simple hypothèse. Le diagnostic est révélateur d'une telle tendance. Ainsi, il n'y a plus à répondre à la question de savoir ce qui est arrivé mais plutôt à examiner la question des procédures : quand, comment et avec quels effets cela arrivera-t-il ? Car un dernier élément théorique est inhérent à la présence multiple du néo-populisme actuel : il n'y aurait pas à chercher, dans les expériences qui se déroulent sous nos yeux, la nature ultime de la

genèse du populisme, mais le rythme et les tournures de son évolution, sachant que le phénomène populiste possède mille façons de se répandre selon les temps et les cultures. Certes, la période à venir sera celle des vicissitudes et des adaptations aux contextes.

La longue histoire tronquée du populisme

La diversité des mouvements populistes qui ont traversé l'histoire montre la difficulté d'établir une méthodologie comparative valable. Peu de choses sont transférables, des expériences russes à la révolte des fermiers américains, en passant par les mouvements de libération nationale et populaire d'Amérique latine au XX^e siècle, jusqu'aux divers épisodes européens, d'autant que certains auteurs ont une fâcheuse tendance à faire des amalgames idéologiques.

Par manque de recherche théorique, certains concluent en soutenant que le populisme ne s'incarne ni dans un type défini de régime politique ni dans des contenus idéologiques déterminés. Il serait, pour d'autres, un simple incident sans causes ni conséquences. Autrement dit : c'est un presque rien sans queue ni tête, une chose sans importance. D'où la certaine mollesse avec laquelle les spécialistes se sont penchés sur ces phénomènes et l'existence rare des études de terrain dont les auteurs se revendiquent d'un quelconque rapport participatif.

Un certain refus idéologique de la part des historiens et des spécialistes politiques empêche d'envisager la culture politique de chaque nation comme une composante majeure, voire une matrice. Prenons un exemple de poids. Très rarement, l'avènement de la Révolution française de 1789 est évoqué comme la source du populisme moderne. Or, c'est là que le mythe du peuple se construit, car cette image symbolique est révélatrice d'une cristallisation de la raison et de l'émotion. Autant que l'idéal d'unité nationale se révèle un instrument puissant de psychologie de masse.

Résumons-nous. Inutile de nier ce qui reste l'élément charnière de la théorie du populisme contemporain : le passage de la logique de la raison à celle du cœur.

Les causes révélatrices du populisme

Les périodes de crise conditionnent le moment politique d'émergence du populisme. Il suffit d'examiner les situations *ad hoc* pour reconnaître et comprendre les rapports entre les conditions

objectives des sociétés et les réponses de type populiste. L'élément déclencheur commun reste l'innovation technologique et l'accélération économique des sociétés modernes, dont les conséquences font éclater les repères idéologiques, le socle identitaire et la cohésion nationale et sociale. Une méfiance galopante à l'égard des appareils politiques brise le *statu quo*. Plus encore : le discrédit de la classe politique rend impuissante la gouvernance. L'impression globale de morosité et de pessimisme gagne les masses. L'impression de machine « grippée » est le symptôme révélateur en démocratie d'un besoin profond de transfiguration du politique.

Le populisme : la quête d'un paradigme perdu ?

Malgré les contours flous d'une définition conceptuelle du populisme, quelques indices opérationnels permettent de mieux cerner le prototype et ses variantes à partir des traits suivants :

- la personnalisation du mouvement politique et l'adhésion à un homme providentiel charismatique est à l'origine d'un ordre politique,
- l'appel au peuple lancé par le *leader* avec une exaltation de la dimension affective de proximité peut rendre possible le changement,
- l'attitude anti-élitiste et anti-oligarchique est le lieu commun de tous les populismes,
- la dénonciation de la distance entre gouvernés et gouvernants, ainsi que de leur corruption et de leur avilissement se trouve à l'origine de la demande populiste,
- la présence d'un discours fort qui fustige l'injustice sociale, l'insécurité, le chômage, la corruption et la dépendance de la Nation,
- un mouvement de masse qui se réclame de l'État-nation et du passé légendaire de l'histoire du pays,
- un positionnement de dépassement du système en place caractérise le projet populiste,
- l'évocation des « vertus innées » du peuple qui rendraient inutiles toutes les médiations,
- le déplacement des clivages sociaux et partisans.

De fait, les détracteurs du populisme se refusent à donner au populisme le statut d'une théorie politique, et à soumettre les critiques qu'il formule à la délibération citoyenne, préférant le diaboliser et le lapider par médias interposés.

Revenons à la situation productrice de populisme : la crise du système de représentation et l'attente émotionnellement chargée d'un sauveur. D'une manière subtile, le populisme s'inscrit

dans un processus de rationalisation des rapports socio-politiques en état de désintégration et de recherche d'identification. D'où un constat : le phénomène charismatique en *status nascenti* atteint son point culminant de crise lorsque le besoin d'ordre et de changement se fait sentir de manière aiguë face au discrédit de l'élite. Cela traduit un besoin d'ordre, et un désir d'autorité. Le moment est si insolite qu'un homme issu de presque rien peut se hisser au rang de chef. Car la situation devient alors exceptionnelle.

Le processus des rapports politiques entre la crise d'un ordre, la présence d'un mouvement de contestation et l'émergence d'un ordre nouveau, peut se schématiser *grosso modo* ainsi : le fond humain qu'une situation de crise révèle ne s'exprime pas tant en termes matériels que sous la forme de la détresse populaire qui exprime les sollicitations de reconnaissance et de compréhension. L'émergence d'un leader charismatique, après une longue attente, est un catalyseur de la situation et un levier d'adhésion personnelle, dont le discours prend en charge les termes affectifs et effectifs, afin de canaliser la force sociale et créer les conditions de rupture avec l'ordre établi et le désir de construction d'un nouvel ordre sociétal.

Peut-on dire que le charisme d'un *leader* est la cause ou l'effet d'une situation exceptionnelle ? Peu importe. Entre l'héroïsme des grands hommes et le magnétisme psychologique du charisme, il y a un point d'accord : le dépassement des situations bloquées.

En dernière analyse

Le populisme, à tort ou à raison, nous renvoie aux frontières du rationnel en politique, voire au questionnement de la raison moderne de la théorie politique. Et si cela dérange certains, force est de reconnaître que le rappel des prémisses anciennes du républicanisme s'avère d'une urgente nécessité dans un effort pour intégrer l'intelligence affective aux raisonnements stratégiques de la raison d'État.